

Unité inter-départementale
de la Haute-Garonne et de l'Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
31776 COLOMIERS cedex

COLOMIERS, le 6 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

Knauf Sud

ZI en Jacca

37 chemin de la Salvetat

31770 Colomiers

Références : CD/2023/448
Code AIOT : 0006803104

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/05/2023 dans l'établissement Knauf Sud implanté ZI en Jacca 37 chemin de la Salvetat 31770 Colomiers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite à deux arrêtés préfectoraux de mise en demeure des 09 mars 2022 (moyens de lutte contre l'incendie) et 26 juillet 2022 (confinement des eaux d'extinction incendie).

Elle a également visé à faire un point sur les actions entreprises par l'exploitant afin de répondre à des faits qualifiés de susceptibles de suite relevés lors de précédentes visites d'inspection (inspections des 27 janvier, 31 mai et 12 octobre 2022).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Knauf Sud
- ZI en Jacca 37 chemin de la Salvetat 31770 Colomiers

- Code AIOT : 0006803104
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Knauf Sud exploite, sur la commune de Colomiers, une installation de fabrication et de transformation de polystyrène expansé destiné à la confection de produits d'isolation découpés pour le bâtiment. Elle exerce également une activité de négoce de produits (plaques de plâtre, ossatures métalliques, etc.).

L'établissement est composé de deux parties séparées par une route (chemin de la Nasque) : site A et site B.

Le site relève du régime de l'enregistrement pour les activités d'application de colles (rubrique n° 2940-2-a de la nomenclature sur les installations classées pour la protection de l'environnement [ICPE], de transformation de polymères (rubrique n° 2661-1) et de stockage de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (rubrique n° 2663-1). Le site est, toutefois, soumis aux règles procédurales de l'autorisation environnementale.

Lors de l'inspection, objet du présent rapport, la visite de terrain a porté sur les installations suivantes : réserve incendie, PC incendie, rehausses réalisées dans le cadre du confinement des eaux d'extinction, stockages présents sur le site A.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Moyens de lutte contre l'incendie : Récolement des dispositions rappelées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 09 mars 2022 et de l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06 juillet 2022 ;
- Confinement des eaux d'extinction incendie : Récolement des dispositions rappelées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 juillet 2022 ;
- Suite des visites d'inspection des 27 janvier 2022, 31 mai 2022 et 12 octobre 2022 : faits qualifiés de susceptibles de suite.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Moyens de lutte contre l'incendie – Débit et quantité d'eau	AP Complémentaire du 06/07/2022, article 7	/	Lettre de suite	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Site B - Bâtiment maintenance - collecte des eaux d'extinction incendie	AP de Mise en Demeure du 26/07/2022, article 1	/	Lettre de suite	1 mois
8	Site A - confinement externe - Étanchéité de la zone de confinement	Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 74.1.V - alinéa 1	Susceptible de suites	Lettre de suite	1 mois
12	Dispositions constructives – hall n°15 - lanterneaux	Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 8.3.3	/	Lettre de suite	1 mois
13	Dispositions constructives – hall n°15 - mur séparatif	Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 8.3.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Moyens de lutte contre l'incendie – appareil incendie et réserves d'eau	AP de Mise en Demeure du 09/03/2022, article 1	/	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie – appareil incendie et réserves d'eau	AP Complémentaire du 06/07/2022, article 7	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Moyens de secours contre l'incendie - vérifications périodiques	AP Complémentaire du 06/07/2022, article 7	/	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie – exercice	AP Complémentaire du 06/07/2022, article 7	/	Sans objet
6	Site B - Volume de confinement des eaux d'extinction incendie	AP de Mise en Demeure du 26/07/2022, article 1	/	Sans objet
9	Site B - Obturateurs - formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 7.4.1.V - alinéa 1	Susceptible de suites	Sans objet
10	Site A - Tapis obturateur - formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 7.4.1.V - alinéa 1	Susceptible de suites	Sans objet
11	Dispositions constructives – hall n°15 - portes	Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 8.3.3	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Concernant la défense incendie du site et le confinement des eaux d'extinction incendie :

La visite a permis de constater que des actions correctives ont été engagées par l'exploitant suite aux arrêtés préfectoraux de mise en demeure des 09 mars 2022 et 26 juillet 2022. Les dispositions rappelées par le premier de ces arrêtés sont respectées.

S'agissant du deuxième arrêté, des travaux restent à réaliser pour la collecte des eaux d'extinction incendie associées au bâtiment maintenance. Ces travaux sont programmés à courte échéance. Ce fait a donné lieu à une lettre de suite de l'inspection.

La visite a également permis de constater que des actions correctives ont été mises en place pour répondre aux faits qualifiés de susceptibles de suite relevés lors des précédentes inspections effectuées en 2022.

Quelques compléments sont attendus de la part de l'exploitant pour justifier du débit d'eau délivré par la réserve incendie et sur l'échéance de mise à jour de l'étude de dangers. Ces faits ont donné lieu à une lettre de suite.

- S'agissant du hall n°15, l'inspection a constaté que sur les 3 points d'écarts relevés lors d'une précédente inspection réalisée en 2022, 2 faits subsistent.

Le premier fait concerne les lanterneaux, mais des travaux sont programmés à courte échéance pour corriger cet écart. Ce point a donc donné lieu à une lettre de suite de l'inspection.

Le second point est relatif au non dépassement en toiture du mur séparant les halls n° 15 et 16. Des travaux de rétablissement du dépassement sont prévus par l'exploitant. Le retour à la conformité ne pouvant être effectué dans un délai court, l'inspection a donc proposé d'encadrer ces travaux par un arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie – appareil incendie et réserves d'eau

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/03/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société Knauf Sud est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à Colomiers (31770), 37 route de la Salvetat, Z.I En Jacca, de respecter les prescriptions suivantes sous 10 mois à compter de la notification du présent arrêté : Article 7.2.5 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 susvisé qui dispose : « L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 400 m ³ /h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m ³ /h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; [...] »
Constats : Les dispositions de l'article 7.2.5 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013, rappelées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 09 mars 2022, ont été supprimées et remplacées par les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06 juillet 2022, avec un délai d'application fixé au 1er janvier 2023. Le délai d'application de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06 juillet 2022 est arrivé à son terme. L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 09 mars 2022 est donc devenu caduque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie – appareil incendie et réserves d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/07/2022, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : À compter du 1er janvier 2023, les dispositions de l'article 7.2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 juin 2013 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - d'une réserve d'eau incendie de 600 m ³ installée sur la partie Sud du site B. La réserve d'eau incendie est équipée de raccords d'aspiration de diamètre 100 mm et doit disposer d'aires de stationnement de 32 m ² . Les raccords d'aspiration sont a minima au nombre de 4. Les aires d'aspiration sont a minima au nombre de 2 ; [...]
Constats : Lors de la visite, l'inspection a pu constater, de visu, la présence d'un réservoir d'eau incendie installé récemment sur le site B du site Knauf Sud. La plaque apposée sur cette réserve mentionne une capacité de 600 m ³ . La réserve est équipée de 5 raccords d'aspiration de diamètre 100 mm. 2 aires de stationnement sont implantées côte à côte, au voisinage de la réserve. Lors de la visite, il n'a pas été procédé au relevé des dimensions géométriques des aires de stationnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie – Débit et quantité d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/07/2022, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020). Les points d'eau incendie (appareils d'incendie et réserves d'eau) permettent de fournir un débit minimal de : - 180 m ³ /h pendant une durée d'au moins deux heures pour le site A. Les appareils d'incendie utilisés pour le site A doivent avoir les caractéristiques suivantes : Le premier appareil est implanté à moins de 100 mètres de l'entrée principale du site A ; et les suivants sont disposés selon le maillage présenté dans la mise à jour de l'étude de dangers susvisée ; - 540 m ³ /h pendant une durée d'au moins deux heures pour le site B. Les appareils d'incendie utilisés pour le site A doivent avoir les caractéristiques suivantes : Le premier appareil est implanté à moins de 100 mètres de l'entrée principale du site B ; et les suivants sont disposés selon le maillage présenté dans la mise à jour de l'étude de dangers susvisée. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau. Par

ailleurs, un relevé de débit-pression simultané des appareils d'incendie utilisés pour la défense incendie du site B est réalisé et transmis aux services d'incendie et de secours et à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas un an à compter de la notification du présent arrêté.

Constats : L'exploitant dispose d'une attestation de conformité pour la réserve d'eau incendie, établie par le service départemental d'incendie et de secours [SDIS] le 23 mars 2023.

Selon cette attestation, la réserve d'eau incendie est conforme aux exigences du SDIS.

Cette attestation indique que les essais suivants ont été effectués:

- essai à 500 L/min pour un point d'eau incendie [PEI] de 30 m³ ;
- essai à 1 000 L/min par orifice pour un PEI de 120 m³ et plus.

Dans sa stratégie de lutte contre l'incendie, l'exploitant prévoit que le débit maximum à délivrer par la réserve d'eau soit de 240 m³/h, le reste (300 m³/h) étant fourni par les poteaux incendie implantés dans l'environnement extérieur du site. S'agissant des poteaux incendie, l'exploitant a fait procéder, en 2022, à des pesées simultanées. Les résultats montrent que le débit requis peut être fourni par 3 à 4 poteaux.

Pour la réserve incendie, selon l'attestation précitée, le débit pouvant être délivré simultanément par plusieurs orifices n'a pas été testé. L'exploitant se rapprochera du SDIS afin de vérifier que les tests effectués par les sapeurs-pompiers permettent à l'exploitant de justifier que la réserve peut délivrer simultanément 240 m³/h. Dans la négative, l'exploitant examinera avec le SDIS la possibilité de réaliser un essai permettant de vérifier ce point.

Observations : L'arrêté préfectoral complémentaire du 06 juillet 2022 comporte une coquille. Il convient en effet de lire :

"- 540 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures pour le site B. Les appareils d'incendie utilisés pour le site B doivent avoir les caractéristiques suivantes :"

au lieu de :

"- 540 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures pour le site B. Les appareils d'incendie utilisés pour le site A doivent avoir les caractéristiques suivantes :"

Cette coquille sera rectifiée par l'inspection à l'occasion d'un futur arrêté préfectoral complémentaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Moyens de secours contre l'incendie - vérifications périodiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/07/2022, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Selon l'exploitant, la réserve d'eau incendie est équipée d'une canne thermique pour éviter le gel de l'eau. Lors de la visite, l'exploitant a montré à l'inspection l'implantation de ce dispositif. Comme évoqué précédemment, l'exploitant dispose d'une attestation de conformité pour la réserve d'eau incendie, établie par le SDIS. Le courrier accompagnant cette attestation formule des recommandations, à destination de Knauf Sud, en termes de vérifications périodiques et d'essais. Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à suivre ces recommandations et à s'assurer périodiquement du bon fonctionnement du dispositif antigel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie – exercice

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/07/2022, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans un délai n'excédant pas un an à compter de la notification du présent arrêté, un exercice incendie est réalisé avec le concours du SDIS afin de tester la levée de doute interne du site, l'utilisation des moyens internes d'extinction, l'alerte et l'accueil des secours.
Constats : L'exploitant a fait procéder, le 24 janvier 2023, à un exercice avec le SDIS (simulation d'un départ de feu dans un hall du site). Lors de la visite, Knauf Sud a présenté à l'inspection : <ul style="list-style-type: none">- le modèle de check-list incendie qu'il a mis en place. Selon l'exploitant, ce document est disponible au PC incendie et a été renseigné lors de l'exercice. L'exploitant a projeté des photos justifiant de l'utilisation de la check-list lors de l'exercice ;- un document de retour d'expérience de l'exercice qu'il a établi ;- un compte-rendu de l'exercice établi par le SDIS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Site B - Volume de confinement des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/07/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Knauf Sud est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à Colomiers (31770), 37 route de la Salvetat, Z.I En Jacca, de respecter les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Article 7.4.1 – 1er alinéa de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 susvisé qui dispose : « Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. ; [...] » : <p>en procédant aux travaux nécessaires pour mettre en conformité la capacité disponible de confinement des eaux d'extinction incendie pour le site B, par rapport aux besoins réglementaires : dans un délai n'excédant pas 7 mois à compter de la notification du présent arrêté ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection les actions réalisées pour se conformer, pour le site B, aux dispositions réglementaires rappelées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 juillet 2022. Ces actions ont consisté en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la réalisation d'un relevé topographique par un géomètre, avant réalisation de travaux de rehausse. Ce relevé a été présenté à l'inspection ; - la mise en place de rehausses sur trois zones de confinement du site, afin d'éviter que les éventuelles eaux d'extinction ne sortent du site en cas d'incendie : rehausse d'un mur à l'Est du site, rehausse au sol (dispositif de type dos d'âne) à l'Ouest du hall n°9, et rehausse au sol, à proximité du portail E5. <p>Selon l'exploitant, en cas d'incendie, ces rehausses permettraient de diriger les écoulements des eaux d'extinction incendie vers les différentes zones de confinement du site, quel que soit le scénario d'incendie.</p> <p>L'inspection a pu constater, de visu, lors de la visite, les rehausses réalisées par l'exploitant.</p> <p>Au regard des éléments présentés lors de la visite, l'inspection considère que, pour la zone B du site (hors bâtiment maintenance) les dispositions du 1er alinéa de l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013, rappelées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 juillet 2022, sont respectées.</p> <p>Pour le bâtiment maintenance, la vérification, par l'inspection, du respect des dispositions rappelées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure précitée fait l'objet du point de contrôle suivant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/07/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Knauf Sud est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à Colomiers (31770), 37 route de la Salvetat, Z.I En Jacca, de respecter les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Article 7.4.1 – 1er alinéa de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 susvisé qui dispose : « Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. ; [...] » : - en fournissant une étude technique des travaux nécessaires pour collecter et confiner les eaux d'extinction d'un incendie en cas de sinistre sur le bâtiment "maintenance", et les devis validés des travaux associés : dans un délai n'excédant pas 7 mois à compter de la notification du présent arrêté ; - en procédant aux travaux nécessaires pour collecter et confiner les eaux d'extinction d'un incendie en cas de sinistre sur le bâtiment "maintenance" : dans un délai n'excédant pas 12 mois à compter de la notification du présent arrêté. <p>Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection les actions engagées pour se conformer, pour le bâtiment maintenance, aux dispositions réglementaires rappelées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 juillet 2022. Ces actions ont consisté en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la réalisation d'une évaluation des besoins en eaux d'extinction incendie pour le bâtiment maintenance, avec l'appui du SDIS. Cette évaluation a été faite sur la base du guide méthodologique D9 (guide d'appui au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie élaboré dans le cadre d'un groupe de travail, à l'initiative du ministère de l'Intérieur, du ministère de la Transition écologique, de la Fédération française de l'assurance [FFA] et du Centre national de prévention et de protection [CNPP]). Les résultats de cette évaluation ont été transmis à l'inspection lors de la visite ; - la programmation, avant l'arrêt technique d'août 2023, de travaux de création de caniveaux, afin de diriger les eaux d'extinction incendie, en cas de sinistre sur le bâtiment maintenance, vers des zones existantes de confinement du site. La commande des travaux a été transmise à l'inspection lors de la visite. <p>L'inspection constate, par conséquent, que pour le bâtiment maintenance du site B, les dispositions du 1er alinéa de l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013, rappelées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 juillet 2022, ne sont pas encore totalement satisfaites. Mais, les travaux de mise en conformité sont programmés à brève échéance.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection les éléments justifiant de la finalisation des travaux.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Site A - confinement externe - Étanchéité de la zone de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 7.4.1.V - alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 31/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.</p> <p>[...]</p>
Constats : Lors d'une visite réalisée le 31 mai 2022, l'inspection avait constaté que le sol de la zone de confinement des eaux d'extinction incendie du site A était dégradé. Suite à ce constat, Knauf Sud avait répondu à l'inspection avoir pris la décision de ne plus stocker, sur le site A, d'isolants relevant de la rubrique n° 2663 de la nomenclature sur les installations classées. <p>L'inspection avait pris note de cet engagement. Toutefois, des précisions étaient nécessaires de la part de l'exploitant. En effet, selon l'étude de dangers du site, mise à jour en octobre 2021, les besoins en eau du site ont été évalués en considérant, notamment, un scénario d'incendie du hall n° 4 et de son auvent. L'étude de dangers précisait que les stockages de produits de négoce hors rubrique n° 2663 rencontrés dans le hall 4 étaient des matériaux pas ou peu combustibles et étaient donc à considérer en risque 1.</p> <p>Lors de la visite du 26 mai 2023, objet du présent rapport, l'exploitant a indiqué que :</p> <ul style="list-style-type: none">- les produits stockés sur le site A ne sont pas combustibles : plaques de plâtre, éléments métalliques ;- l'étude de dangers sera mise à jour pour prendre en compte le caractère non combustible des produits stockés sur le site A. <p>L'exploitant se prononcera sur un délai de mise à jour de l'étude de dangers.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Site B - Obturateurs - formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 7.4.1.V - alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 31/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.</p> <p>[...]</p>
Constats : Selon l'étude de dangers, la mise en rétention du site B nécessite l'activation d'obturateurs pneumatiques.
<p>Lors d'une visite réalisée le 31 mai 2022, l'inspection avait constaté la présence, sur le site B, d'obturateurs pneumatiques (contrôle par sondage) disposant d'une signalétique permettant de les identifier. Mais, les mesures organisationnelles concourant à la collecte des eaux d'extinction incendie du site B n'étaient pas totalement prises : formation du personnel à finaliser et bonne mise en œuvre des obturateurs, par le personnel, à tester.</p> <p>Le modèle de check-list incendie mis en place par Knauf-Sud (cf. point de contrôle n° 5) fait mention du déclenchement des obturateurs. Le document de retour d'expérience de l'exercice du 24 janvier 2023, établi par l'exploitant, comporte un point dédié au retour des questions posées lors des différentes formations incendie du site. Dans ce point est rappelé l'ordre de déclenchement pour les obturateurs.</p> <p>Par ailleurs, selon le compte-rendu de l'exercice organisé le 24 janvier 2023, établi par le SDIS, les procédures internes, notamment de rétention, ont été mises en œuvre correctement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Site A - Tapis obturateur - formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 7.4.1.V - alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 31/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.</p> <p>[...]</p>
Constats : Selon l'étude de dangers, la mise en rétention du site A nécessite l'obturation de l'avaloir de collecte des eaux pluviales central au moyen d'un dispositif étanche mis à disposition sur le site.
<p>Lors d'une visite réalisée le 31 mai 2022, l'inspection avait constaté, de visu, la présence, sur le site A, d'un tapis obturateur et l'exploitant avait présenté à l'inspection une procédure relative à la mise en œuvre de ce dispositif. Mais, l'exploitant n'avait pas intégré la mise en œuvre de ce tapis dans la formation dispensée au personnel du site sur les obturateurs.</p> <p>Lors de la visite du 26 mai 2023, objet du présent rapport :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'exploitant a présenté le support ayant servi à la formation du personnel, réalisée en 2022, sur la mise en œuvre du tapis obturateur, et la liste d'émargement associée ;- l'inspection a fait procéder à un test de la mise en œuvre de ce dispositif par le personnel du site. Cet essai n'a pas mis en évidence d'anomalie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Dispositions constructives – hall n°15 - portes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 8.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les locaux doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- matériaux de classe M0 (incombustibles) ;- ossature (ossature verticale et charpente de toiture) stable au feu de degré 1/2 heure si la hauteur sous pied de ferme n'excède pas 8 mètres et de degré 1 heure si la hauteur sous pied de ferme excède 8 mètres ou s'il existe un plancher haut ou une mezzanine ;

- plancher haut ou mezzanine coupe-feu de degré 1 heure ;
- murs extérieurs et portes pare-flamme de degré 1/2 heure, les portes étant munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
- couverture sèche constituée exclusivement en matériaux M0 ou couverture constituée d'un support de couverture en matériaux M0, et d'une isolation et d'une étanchéité en matériaux classés M2 non gouttant, à l'exception de la surface dédiée à l'éclairage zénithal et aux dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion.

D'autre part, afin de ne pas aggraver les effets d'un incendie, les installations de transformation sont séparées des installations de stockage (à l'exception des en-cours de fabrication dont la quantité sera limitée aux nécessités de l'exploitation), et des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation :

- soit par une distance d'au moins 10 mètres entre les locaux si ceux-ci sont distincts ;
- soit par un mur coupe-feu de degré 2 heures, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement, dans les autres cas. Les portes sont coupe-feu de degré 1 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

Le mur précité peut être un mur séparatif ordinaire dans le cas d'une modification d'une installation existante. En cas de travaux modifiant le gros œuvre, l'exploitant prend les dispositions nécessaires afin de respecter les prescriptions fixées à l'alinéa précédent.

[...]

Les matériaux utilisés pour l'éclairage zénithal doivent être tels qu'ils ne produisent pas de gouttes enflammées au sens de l'arrêté du 30 juin 1983 modifié portant classification des matériaux de construction et d'aménagement selon leur réaction au feu et définition des méthodes d'essais.

[...]

La couverture ne comporte pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments constitutifs de l'éclairage zénithal sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre à l'aplomb de tous les murs coupe-feu séparatifs.

Constats : Une précédente visite, réalisée le 12 octobre 2022, avait montré que le hall n°15 respecte les exigences sur les caractéristiques de réaction et de résistance au feu ci-dessus, à l'exception :

- d'une porte à double battant pour laquelle un doute subsistait, car aucun marquage n'était présent sur cette porte et les documents justifiant ses caractéristiques n'avaient pas été retrouvés ;
- du dépassement en toiture du mur séparant le hall n°15 (abritant des installations de transformation de polymères : rubrique n° 2661 de la nomenclature sur les installations classées pour la protection de l'environnement [ICPE]) du hall n°16 (abritant des installations de stockage de produits composés d'au moins 50% de polymères : rubrique n° 2663) ;
- des lanterneaux composant l'éclairage zénithal (sans fonction de désenfumage) implantés en partie courante de la toiture, aucun élément justifiant de leur caractère non gouttant n'ayant pu être présenté.

Pour la porte à double battant, lors de la visite du 26 mai 2023, objet du présent rapport, l'exploitant a indiqué que suite à ce constat, un prestataire a été sollicité pour réaliser une caractérisation de cette porte. Cette prestation a également intégré une autre porte similaire

présente dans le hall n° 11. Le rapport d'audit établi par ce prestataire conclut au caractère pare-flamme de degré 1/2 heure pour les 2 portes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Dispositions constructives – hall n°15 - lanterneaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 8.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matériaux de classe M0 (incombustibles) ; - ossature (ossature verticale et charpente de toiture) stable au feu de degré 1/2 heure si la hauteur sous pied de ferme n'excède pas 8 mètres et de degré 1 heure si la hauteur sous pied de ferme excède 8 mètres ou s'il existe un plancher haut ou une mezzanine ; - plancher haut ou mezzanine coupe-feu de degré 1 heure ; - murs extérieurs et portes pare-flamme de degré 1/2 heure, les portes étant munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ; - couverture sèche constituée exclusivement en matériaux M0 ou couverture constituée d'un support de couverture en matériaux M0, et d'une isolation et d'une étanchéité en matériaux classés M2 non gouttant, à l'exception de la surface dédiée à l'éclairage zénithal et aux dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion. <p>D'autre part, afin de ne pas aggraver les effets d'un incendie, les installations de transformation sont séparées des installations de stockage (à l'exception des en-cours de fabrication dont la quantité sera limitée aux nécessités de l'exploitation), et des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit par une distance d'au moins 10 mètres entre les locaux si ceux-ci sont distincts ; - soit par un mur coupe-feu de degré 2 heures, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement, dans les autres cas. Les portes sont coupe-feu de degré 1 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique. <p>Le mur précité peut être un mur séparatif ordinaire dans le cas d'une modification d'une installation existante. En cas de travaux modifiant le gros œuvre, l'exploitant prend les dispositions nécessaires afin de respecter les prescriptions fixées à l'alinéa précédent.</p> <p>[...]</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage zénithal doivent être tels qu'ils ne produisent pas de gouttes enflammées au sens de l'arrêté du 30 juin 1983 modifié portant classification des matériaux de construction et d'aménagement selon leur réaction au feu et définition des méthodes d'essais.</p> <p>[...]</p> <p>La couverture ne comporte pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments constitutifs de l'éclairage</p>

zénithal sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre à l'aplomb de tous les murs coupe-feu séparatifs.
Constats : Pour les lanterneaux, lors de la visite du 26 mai 2023, objet du présent rapport, l'exploitant a indiqué à l'inspection que ces équipements vont être remplacés par des lanterneaux répondant aux exigences réglementaires. Les travaux ont été commandés et seront effectués en juin 2023. La commande d'achat a été présentée à l'inspection lors de la visite.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Dispositions constructives – hall n°15 - mur séparatif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 8.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matériaux de classe M0 (incombustibles) ; - ossature (ossature verticale et charpente de toiture) stable au feu de degré 1/2 heure si la hauteur sous pied de ferme n'excède pas 8 mètres et de degré 1 heure si la hauteur sous pied de ferme excède 8 mètres ou s'il existe un plancher haut ou une mezzanine ; - plancher haut ou mezzanine coupe-feu de degré 1 heure ; - murs extérieurs et portes pare-flamme de degré 1/2 heure, les portes étant munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ; - couverture sèche constituée exclusivement en matériaux M0 ou couverture constituée d'un support de couverture en matériaux M0, et d'une isolation et d'une étanchéité en matériaux classés M2 non gouttant, à l'exception de la surface dédiée à l'éclairage zénithal et aux dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion. <p>D'autre part, afin de ne pas aggraver les effets d'un incendie, les installations de transformation sont séparées des installations de stockage (à l'exception des en-cours de fabrication dont la quantité sera limitée aux nécessités de l'exploitation), et des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit par une distance d'au moins 10 mètres entre les locaux si ceux-ci sont distincts ; - soit par un mur coupe-feu de degré 2 heures, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement, dans les autres cas. Les portes sont coupe-feu de degré 1 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique. <p>Le mur précité peut être un mur séparatif ordinaire dans le cas d'une modification d'une installation existante. En cas de travaux modifiant le gros œuvre, l'exploitant prend les dispositions nécessaires afin de respecter les prescriptions fixées à l'alinéa précédent.</p> <p>[...]</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage zénithal doivent être tels qu'ils ne produisent pas de gouttes</p>

enflammées au sens de l'arrêté du 30 juin 1983 modifié portant classification des matériaux de construction et d'aménagement selon leur réaction au feu et définition des méthodes d'essais.

[...]

La couverture ne comporte pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments constitutifs de l'éclairage zénithal sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre à l'aplomb de tous les murs coupe-feu séparatifs.

Constats : Suite à la visite du 12 octobre 2022, l'écart concernant le mur a fait l'objet d'échanges avec l'inspection, notamment sur la possibilité de solliciter une adaptation des prescriptions comme prévu par l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Lors de la visite du 26 mai 2023, objet du présent rapport, l'exploitant a indiqué qu'un prestataire a été sollicité pour examiner la faisabilité de solutions techniques alternatives au dépassement en toiture. Cet examen a conduit l'exploitant à retenir, en définitive, une solution consistant au rétablissement du dépassement d'1 mètre du mur. Selon l'exploitant, les travaux ne pourront être effectués avant fin 2023.

Le retour à la conformité ne pouvant être effectué dans un délai court, l'inspection propose donc d'encadrer ces travaux par un arrêté préfectoral de mise en demeure. Le délai proposé pour la réalisation des travaux est fixé à 12 mois, avec une échéance intermédiaire à 6 mois pour la remise des éléments justifiant de la commande des travaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois